Extrait du www.acdn.net

https://www.acdn.net/spip/spip.php?article986

Groupe de travail de l'ONU sur l'abolition des armes nucléaires

Bienvenue à Genève

- Accueil - Actualités - Articles d'actualité -

Date de mise en ligne : dimanche 15 mai 2016

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Genève, le 9 mai 2016

Chers amis,

Je vous écris de Genève où je suis arrivé dans la matinée. Après une chaude alerte à l'entrée de l'Onu (le préposé aux pass ne me trouvait pas sur la liste des personnes agréées - suite à une erreur d'orthographe), j'ai pu assister à la fin de la séance du matin du « Groupe de travail à composition non limitée » (Open Ended Working Group - en abrégé OEWG) sur les mesures permettant de faire avancer le désarmement nucléaire. C'est la 2e semaine de la 2e session (la première session a eu lieu en février, la 3e et dernière aura lieu en août).

Ce matin, seuls les représentants de gouvernements intervenaient, cet AM leurs interventions alternaient avec celles d'ONG. Ce sera la même chose demain et les jours suivants.

Bien entendu, tout le monde se déclare en faveur d'un « monde sans armes nucléaires ». Mais faut-il les interdire ou pas ? Tout tourne autour du projet de traité d'interdiction des A.N.. Les ONG en veulent un, une partie des gouvernements aussi (p. ex, l'Autriche, le Mexique, la Norvège, El Salvador, la Colombie, la Suisse semble-t-il...) d'autres pas (p. ex. l'Espagne, le Canada, la Pologne, le Japon, l'Italie, l'Allemagne...). Ceux-ci plaident pour ce qu'ils appellent « l'approche progressive », qui ressemble fort à une marche à contre-courant sur un tapis roulant... En fait, ce sont les porte-parole inavoués des grands absents : les 9 Etats dotés d'armes nuclaires (EDAN), dont aucun n'a jugé bon de faire le déplacement, alors que cet OEWG résulte d'une décision de l'AG de l'ONU en décembre dernier. Avec eux, on a vraiment l'impression de « tourner en rond » dans une soupe à la langue de bois. Cela fait 15 ans que j'assiste à ce cirque dont rien ne sort. Pourtant, peut-être, cette fois, il y a une petite chance pour que ça bouge vraiment. Il y a pas mal de pays qui ruent pour de bon dans les brancards...

J'ai réussi à obtenir l'autorisation de placer mon panneau dépliable 120 x 80 « Sondage IFOP : 3 Français sur 4 veulent abolir la Bombe » devant la sortie de la grande salle circulaire (salle XIX) où la session se tient. Pas sûr de l'y retrouver demain matin... Mon « Document de travail » (« Working Paper ») a été recalé : pas dans les normes. Je suis bon pour en refaire un... Si je laisse tomber, il me restera une carte à jouer, une seule : les 2 à 3 minutes pendant lesquelles je pourrai intervenir vendredi. Là, j'ai bien envie de me lâcher... en français ou en anglais, je ne sais pas encore, et pour dire quoi, ça je sais, mais faut qu'ça tienne en 150 secondes, et j'en ai, des choses à dire...

Bonne nouvelle au passage : Noam Chomsky a signé avec enthousiasme l'Appel à référendum, et les signatures de représentants d'ONG commencent à s'accumuler. Ce n'est pas encore l'afflux, mais ça y ressemble.

Cordialement.

Jean-Marie

**

Genève, le 10 mai 2016

Ce matin, réveil en fanfare à 5h 40, grâce aux éboueurs genevois qui se sont installés juste sous ma fenêtre pour produire des bruits infernaux et prolongés (c'est le propre de l'enfer), en rapport présumé avec leur fonction sanitaire. Bizarre, deux heures plus tard des collègues à eux ont stationné exactement au même endroit pour faire le même

Copyright © www.acdn.net

travail... du moins à première audition. Faut dire qu'ici, on trie ferme : côté poubelles, pas moins de 5 rubriques ! Et puis, soyons honnêtes : les éboueurs de la première heure m'ont seulement fait perdre 10 minutes de sommeil sur la programmation de mon réveil. Ce fut brutal, mais somme toute, salutaire.

Pour ne rien vous cacher, je loge à l'Auberge de Jeunesse (si, si !). C'est ce qu'on trouve de plus économique (pardon, de moins onéreux) à Genève - la ville dont à peine 1% d'habitants parviennent à changer de logement chaque année (pour autant qu'il m'en souvienne, car j'ai étudié la question dans une vie antérieure).

A 9h, meeting à la cafétéria de l'ONU pour les militants anglophones, parmi lesquels je m'infiltre tant bien que mal. Et de 10 à 13h, le cirque officiel recommence.

Mais cette fois, les adeptes de l'interdiction des armes nucléaires tiennent, sinon le haut du pavé, du moins le centre de l'arène. Après la Bulgarie, « progressiviste » bon teint, après le Congo, « humanitaire » résolu, l'Autriche entre en scène. Et là, quel numéro ! C'est son représentant permanent à Genève (siège de la « Conférence du Désarmement » - une extension de l'ONU qui existe depuis 1979 et rassemble 65 pays), l'ambassadeur en titre, qui prend la parole. Il précise qu'il parle, certes, au nom de son pays, mais aussi au nom de ceux qui ont cosigné « l'engagement humanitaire » (« Humanitarian pledge »). Et le voilà qui égrène leurs noms, par ordre alphabétique : 127 Etats membres de l'ONU (sur 193). Plus la litanie avance, plus elle devient démonstrative et jubilatoire : c'est l'humanité qui se dresse contre les bombes atomiques ! Disons plutôt : la moitié de l'humanité car, soyons toujours honnêtes, à eux seuls cinq Etats nucléaires (Etats-Unis, Russie, Chine, Inde et Pakistan) ne doivent pas être loin de représenter l'autre moitié.

M'enfin, quoi, à la fin de sa prestation, l'Autriche reçoit une espèce d'ovation : de « vifs applaudissement sur (presque) tous les bancs », comme dirait le JO de la RF. Chose rarement entendue dans cette enceinte. (Encore un coup des ONG du fond... mais je ne citerai pas de noms.) Un autre pays subira le même traitement : l'Irlande. L'Indonésie, l'Afrique du Sud, la Malaisie, le Kenya, le Mexique, l'Algérie, Cuba, font chorus. Le Mexique, virulent, fait observer que l'assemblée se divise pratiquement en deux : les partisans du « status quo » (*sic* - c'est ainsi qu'on dit hors de France) et les partisans du changement. Ce qui revient à dire : votre « approche progressive », mon oeil, c'est rien qu'un bobard. On n'est pas dupes.

Après le Japon, très BCBG US, je dois quitter la salle au moment où l'Iran prend la parole. Dommage, vraiment. Cela m'aurait rappelé de sacrés souvenirs... Mais j'ai rendez-vous avec un membre éminent d'une non moins éminente délégation (ne comptez pas sur moi pour révéler laquelle). Cela devait durer dix minutes, ça a duré près d'une heure et demie... Pas de doute, le courant est passé.

J'ai quand même pu casser une petite croûte avant la reprise des travaux à 15h. Il fait un grand beau temps et le paysage est splendide, vu de l'ONU. L'après-midi, ce sont surtout les ONG qui prennent la parole. Elles vont quasiment toutes dans le même sens, avec plus ou moins de vigueur. Il y a peu de discussion. A 17h, la séance est levée, alors qu'elle était prévue pour durer jusqu'à 18h.

Je me suis attelé à la réécriture de mon « Working Paper », en anglais et en français. J'ai écrit hier que je devais parler vendredi, mais non : c'est demain matin. C'est-à-dire, vu qu'il est déjà une heure du mat', dans quelques heures. Faudrait quand même que je me couche avant l'arrivée des éboueurs. D'autant que je vais devoir répéter ma prestation en angliche. Je ferai ça à l'heure du laitier.

Bonne nuit les petits.

Jean-Marie

Copyright © www.acdn.net

PS. Deux bonnes nouvelles dans la journée : 1. Ce matin, le panneau IFOP était toujours en place. 2. J'ai reçu de France une info qui laisse espérer que le nombre de parlementaires signataires de la Proposition de Loi Référendaire pourrait doubler dans les jours à venir.

**

Genève, mercredi soir, 11 mai 2016

C'est confirmé : les éboueurs genevois ont la ponctualité des montres suisses. Ils prennent juste un peu d'avance d'un jour à l'autre... Ceci pour dire à mon coach que trois nuits d'affilée à quatre heures de sommeil l'unité, ce n'est pas l'idéal pour plancher devant un parterre onusien.

Je l'ai quand même fait. A 12 heures 15, heure locale. J'étais le premier représentant d'ONG à prendre la parole, après la Suède, le Sri Lanka, l'Egypte, le Mexique, le Japon, le Brésil, la Nouvelle Zélande, la Jamaïque et l'Equateur, avant les Philippines, la Pologne et l'Algérie. J'étais calme, un peu vaseux, certes, mais fin prêt... J'avais juste à appuyer sur une icône de mon mobile, puis je commençais à parler. Sauf que... On n'est jamais à l'abri d'un impondérable.

Mon mobile (dont je tairai la marque), doté d'une fonction caméra, bien calé à côté du micro et censé enregistrer en contreplongée mon intervention pour la postérité, est aussi doté d'une grande autonomie de décision. Il en avait assez d'attendre. Faut le comprendre. Quand mon tour est arrivé, c'est là qu'il s'est éteint. J'ai bien tenté, l'air de rien, de le ramener à la raison. Mais je devais au même moment agiter en l'air le carton d'ACDN afin de signaler ma position dans la salle au président de séance et au cameraman qui filme tout en permanence (y compris, j'imagine, nos somnolences, car tout n'est pas franchement palpitant), puis il fallait appuyer sur un bouton pour avoir le contact avec les haut-parleurs, puis il fallait enlever mon oreillette (sinon, effet Larsen garanti), puis il fallait remettre en place, derrière le micro, derrière le mobile et par-dessus un autre carton « ONG », le fameux carton d'ACDN qui allait sûrement faire la pub de l'asso auprès de la jeunesse militante internationale, histoire de faire lever la relève dont nous manquons cruellement. Bref, trop de choses à la fois pour un seul homme en aussi peu de temps. Ce qui devait arriver arriva. Le carton, tombé par terre devant la table, m'est devenu inaccessible. Une bonne âme l'a bien ramassé et remis à sa place, mais j'ai dû laisser mon mobile vivre sa vie, en l'occurrence dormir (résultat : aucun enregistrement de mon intervention) pour établir la communication avec les micros de la salle, et me jeter à l'eau. En anglais. Pas évident, pour un vieux francophone fatigué des neurones.

Le gag s'arrête là. Les esprits avisés auront sûrement relevé des hésitations, quelques bafouillages, un accent bien français. N'empêche : je suis arrivé au bout de mon pensum - un peu trop vite peut-être. J'en étais mécontent, mais plusieurs Américains m'ont assuré que c'était très bien (« very good », pour les citer dans le texte). Avec quel impact, si impact il y a eu ? Je n'en saurai jamais rien. Mais voyez en PJ le texte de cette intervention... C'est une version privée, car elle n'a pas eu droit aux honneurs des « Working papers »... J'avais quand même réussi à la faire passer à temps aux interprètes qui officient en permanence dans les 6 langues officielles (anglais, français, espagnol, arabe, russe et... chinois ?). J'y joins à votre attention spéciale la version française. Mais dites-vous bien que notre « droit à la survie » n'est pas encore pour demain.

La journée avait été ouverte par le Haut Commissaire aux Affaires de Désarmement, Kim Won-soo, Sous-secrétaire de l'ONU, qui avait fait spécialement le déplacement depuis New York et nous honorait de sa présence. Nous avions ensuite entendu un remarquable exposé du Dr Nick Ritchie, professeur à l'université de York (UK). Il a évoqué 4 « approches » des négociations pour le désarmement en s'attardant sur les deux principales : « d'abord un processus de désarmement reposant sur les évaluations subjectives des Etats nucléaires quant à la valeur qu'ils attribuent à leurs propres armes en fonction de l'évolution du contexte sécuritaire. Ensuite, un processus de délégitimation des armes nucléaires consistant à saper la légitimité de telles armes indépendamment de la perception qu'en ont ceux

Copyright © www.acdn.net

qui les possèdent (ou en fait sont possédés par elles). » Clairement, il penchait pour la seconde option, et c'est ce qui lui valut par la suite les félicitations chaleureuses de plusieurs délégations.

Le fait est qu'au cours de la journée, une nette majorité s'est dessinée en faveur d'un traité d'interdiction qu'il faudrait commencer à négocier dès 2017... pourvu que l'AG de l'ONU le décide en décembre prochain. Le représentant du Mexique est de nouveau intervenu avec la franchise qui le caractérise, posant une série de questions aux pays adeptes de l'autre ligne, mettant par exemple en évidence les contradictions du Japon. D'un côté le Japon déplore la scission entre partisans de l'interdiction, qu'il rend responsables de cette scission, et partisans du désarmement à petits pas (étape par étape, « step by step ») dont il fait partie. Mais d'un autre côté, il réclame, il exige le consensus. Ce qui implique, comme le fait remarquer le Mexique, que le consensus se fasse autour du point de vue du Japon.

En dehors de cette enceinte, la volonté d'interdire les armes nucléaires ne cesse de progresser, comme l'a souligné (en français) la jeune porte-parole d'ICAN. Il vaut la peine de la citer :

« Début mars, la majorité des parlementaires norvégiens ont exprimé leur soutien à "l'interdiction internationale des armes nucléaires". 77% des citoyens norvégiens appuient cet objectif. En Australie, le Parti Travailliste - qui pourrait être au gouvernement d'ici deux mois - a adopté l'an dernier un nouveau programme politique qui soutient clairement la négociation d'un traité international d'interdiction des armes nucléaires. 84% des citoyens australiens sont d'accord avec cette position. Le public allemand s'est lui aussi exprimé sans réserve : 93% des citoyens réclament que les armes nucléaires soient interdites ; 85% veulent même que les armes nucléaires américaines soient retirées de leur territoire. »

Enfin, « il y a à peine 15 jours, aux Pays-Bas, le parlement a adopté une résolution demandant au gouvernement de soutenir, dans le cadre de ce groupe de travail, "le commencement de négociations d'un traité d'interdiction des armes nucléaires". 85% des citoyens néerlandais s'accordent pour dire que les armes nucléaires doivent être interdites. » (Je ne vous dis pas l'embarras du représentant des Pays-Bas, qui doit virer casaque sur consigne de son ministre, alors même que le vote du parlement néerlandais interviendra seulement le 17 mai. Il a encore bien du mal à changer de discours.)

Ajoutez-y, côté français, le sondage de l'IFOP dont je suis toujours seul à parler, et vous verrez que la volonté de se débarrasser de ces armes maudites est bien entre nos mains, nous, les citoyens.

Si j'en trouve le temps plus tard, je reviendrai sur la fin de journée du 11 mai, qui s'est conclue par une cérémonie officielle en présence du Haut commissaire aux Affaires de désarmement et de l'ambassadeur de la Paix, Michael Douglas.

Le 12 mai est une journée un peu spéciale pour moi : c'est mon 72e anniversaire. J'ai « managé » un petit « dinner » franco-anglais, histoire d'oublier que je suis loin de mes proches. Nous commémorerons aussi un autre anniversaire : le 20e d'ACDN, fondée à Saintes le 8 mai 1996.

**

Genève, le 13 mai 2016

C'est le dernier jour de la présente session du Groupe de travail. Il pleut sur Genève. N'y voyez pas un signe du destin.

Copyright © www.acdn.net

La journée a commencé par un rapport de synthèse provisoire et non écrit du président du Groupe de travail, Thani Thongphakdi, ambassadeur de Thaïlande à Genève, dont le travail d'organisation est globalement très apprécié. Le rapport définitif sera discuté et rédigé lors de la 3e et dernière session du Groupe de travail, qui aura lieu en août. Il comprendra un compte-rendu aussi fidèle que possible de l'ensemble des réflexions du Groupe, mais aussi des recommandations destinées à la 72e Assemblée Générale des Nations Unies (UNGA 2016), dont l'importance est évidente puisqu'elle pourrait éventuellement lancer la négociation d'un traité d'interdiction des armes nucléaires, même si les Etats nucléaires s'y opposent et n'y participent pas, en tout cas à ses débuts.

Pour l'instant, on ne peut que constater l'existence d'un clivage entre pays partisans d'un traité d'interdiction, très largement majoritaires, et pays « sous parapluie nucléaire », partisans d'une « approche progressive », opposés à tout traité d'interdiction globale, à l'instar des Etats nucléaires qui ont boycotté le Groupe de travail. Ils ne font que rabâcher : continuons d'essayer d'obtenir des progrès sur la voie du désarmement, par exemple l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (il manque la ratification de quelques Etats pour que ce soit le cas), ou l'adoption d'un traité interdisant la production de matières fissiles de qualité militaire (traité « cut off »), etc.

Une seule intervention a tranché sur ce discours répétitif : celle de la Pologne, qui s'est déclarée favorable à un monde sans armes nucléaires mais qui, en attendant, a plaidé pour le maintien de « l'équilibre de la terreur » (sans le nommer), en invoquant à la fois son histoire pleine d'invasions étrangères et la menace que fait à nouveau peser sur son intégrité un voisin nucléaire militairement très puissant (sans le nommer, mais suivez mon regard...). Certes, les Etats-Unis et l'OTAN portent une lourde responsabilité historique dans ce retour à la Guerre froide. La Russie de son côté se déclare et se sent menacée par l'entrée en service ces jours-ci, en Roumanie, de la première station radar du « bouclier anti-missiles » soi-disant destiné à protéger l'Europe d'une attaque iranienne... Mais les préoccupations de la Pologne, au même titre que celles de l'Ukraine (absent du Groupe de travail), ne sauraient être écartées d'un revers de main. C'est pourquoi je suis allé voir la délégation polonaise dans l'intention d'amorcer un échange que je n'ai pas eu le temps d'instaurer sur place, mais que j'espère pouvoir poursuivre à distance, car mon offre a été bien accueillie. Sans préjudice bien sûr du dialogue fructueux avec certaines délégations de l'autre bord.

Les « progressivistes » réclament le consensus, ce qui exclurait *ipso facto* un tel traité. Le consensus est évidemment toujours souhaitable. Mais quand il est érigé en obligation, comme dans le cadre de la Conférence du Désarmement ou du TNP, il devient un instrument de paralysie. Si l'on veut cesser de tergiverser, il faudra sans doute en passer par un vote. Ce serait possible dans le cadre de ce Groupe de travail et cela permettrait au moins d'apporter à l'UNGA le constat du « rapport des forces ».

Il existerait un moyen de débloquer la situation : que l'un au moins des Etats nucléaires accepte d'entrer dans la négociation d'un traité d'interdiction et d'élimination des armes nucléaires. Pourquoi pas la France ? C'est précisément ce que vise le référendum d'initiative partagée défendu par ACDN. Il a reçu le soutien d'un certain nombre de responsables d'ONG qui ont signé notre « Appel à référendum » (en version anglaise).

En outre, ce matin j'ai eu le plaisir de constater que mon intervention était devenue un « Working Paper », un « document de travail » officiel, versé au débat. Il a été largement distribué aux délégués pour ce dernier jour de session et il va figurer sur le site du Groupe de travail et celui de l'ONU.**Le « droit de survie » est donc entré dans les tuyaux des Nations Unies.**
<a href="IMG/pdf/le_droit_de_survie.pdf" title='PDF - 210.3 ko' type="application/pdf">

Nous avons également eu confirmation de la visite d'Obama à Hiroshima à la fin du mois de mai, la première d'un président des Etats-Unis. Reste à savoir ce qu'il y apportera dans ses valises. Toute la communauté abolitionniste se mobilise pour que sa démarche ne soit pas purement symbolique.

Copyright © www.acdn.net

De Genève - que je connais un peu- je n'ai pour ainsi dire rien vu, même pas le grand jet d'eau du Léman. Le tourisme, ce sera pour une autre fois, peut-être.

J'ai vécu une semaine dense, et je ne suis pas le seul à avoir éprouvé ce sentiment. Pour une fois, il nous semble que les choses avancent. La langue de bois est encore pratiquée par certains, mais ne s'impose plus. Dans cette enceinte diplomatique, grâce à certaines délégations et grâce aux ONG, **la parole se libère. Puissent les peuples s'en saisir.**

****

POST-SCRIPTUM

Saintes, le 18 mai 2016

Chers amis,

N'hésitez pas, vous aussi, à prendre la parole sur cette question de survie.

Demandez aux députés et sénateurs de votre département de répondre à l'invitation de leurs pairs :
<a href="IMG/pdf/lettre_des_deputes_pour_l_abolition_des_armes_nucleaires_22_03_2016-2.pdf" title='PDF - 464.9 ko' type="application/pdf">



(Lettre des députés pour l'abolition des armes nucléaires aux 925 parlementaires français, 22 mars 2016)

Ecrivez-leur, rencontrez-les, demandez-leur de remplir, signer et retourner aux adresses indiquées :

- **la Proposition de Loi Référendaire** sur la participation de la France à l'abolition des armes nucléaires
<a href="IMG/pdf/proposition_de_loi_organisant_un_referendum-2.pdf" title='PDF - 303.1 ko' type="application/pdf">

- **l'Appel à référendum**, qui s'adresse à tout le monde et que chacun(e) peut signer, diffuser dans ses réseaux, faire signer à ses ami(e)s et connaissances.
<a href="IMG/pdf/appel_a_referendum_pour_l_abolition_des_armes_nucleaires-2.pdf" title='PDF - 130.2 ko' type="application/pdf">



Enfin, merci de nous faire savoir que vous souhaitez vous joindre à l'action des citoyens pour le désarmement nucléaire. Ecrivez-nous à : contact@acdn.net.

Comme le disait Catherine Quéré, députée de Charente Maritime, à une journaliste :
"Le peuple français peut ouvrir la voie à un monde sans armes nucléaires".
Chiche !

**

Copyright © www.acdn.net